



Европейски парламент Parlamento Europeo Evropský parlament Europa-Parlamentet Europäisches Parlament
Euroopa Parlament Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο European Parliament Parlement européen Parlaimint na hEorpa
Europski parlament Parlamento europeo Eiripas Parlaments Europos Parlamentas Európai Parlament
Parlament Ewropew Europees Parlement Parlament Europejski Parlamento Europeu Parlamentul European
Európsky parlament Evropski parlament Euroopan parlamentti Europaparlamentet

Liste des publications du Think Tank du PE

<https://www.europarl.europa.eu/thinktank>

Critères de recherche utilisés pour générer la liste :

Tri Tri par date
Mot-clé "procédure législative"

31 Résultat(s) trouvé(s)

Date de création : 19-04-2024

[Definitions of rape in the legislation of EU Member States](#)

Type de publication Analyse approfondie

Date 26-01-2024

Auteur ZAMFIR Ionel

Domaine politique Égalité entre les femmes et les hommes, égalité et diversité

Mot-clé DROIT | droit de l'UE | droit de l'UE-droit national | droit de l'Union européenne | droit pénal | droits de l'homme | droits de la femme | droits et libertés | harcèlement sexuel | mouvement de femmes | procédure législative | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | violence sexuelle | égalité homme-femme

Résumé This comparative analysis of the national legislation on rape in European Union Member States provides an overview of legal provisions with a focus on the notion of consent. According to the proposed EU directive on violence against women and domestic violence, lack of consent from victims of rape should be made a constitutive element of the crime.

Analyse approfondie [EN](#)

[Crisis and force majeure regulation](#)

Type de publication Briefing

Date 18-01-2024

Auteur ORAV Anita

Domaine politique Espace de liberté, de sécurité et de justice

Mot-clé apatride | contrôle des migrations | courant migratoire | DROIT | droit d'asile | droit de l'Union européenne | droit international | migration | migration de retour | pays tiers | politique de coopération | politique migratoire de l'UE | procédure législative | proposition (UE) | QUESTIONS SOCIALES | RELATIONS INTERNATIONALES | ressortissant étranger | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé In September 2020, the European Commission proposed a new pact on asylum and migration, which includes a proposal for a regulation dealing with crisis and force majeure in the area of migration and asylum. The proposal aims to establish a mechanism for dealing with mass influxes and irregular arrivals of third-country nationals in a Member State. The proposed regulation sets out a solidarity mechanism procedure, allowing derogations from the Asylum and Migration Management Regulation (AMMR) as regards the procedural timeframes. Other derogations from the AMMR concern crisis situations, more specifically the asylum crisis management procedure, the return crisis management procedure, and the registration of international protection applications. On 20 December 2023, European Parliament and Council negotiators reached a provisional agreement on this proposal, which will be followed up in technical meetings before the agreement can be endorsed by the parliamentary committee and by the Member States. It will then need to be formally adopted by both Parliament and the Council. Second edition of a briefing originally drafted by Nikolai Atanassov. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure.

Briefing [EN](#)

[Les six priorités de la Commission von der Leyen: État des lieux au printemps 2023](#)

Type de publication Analyse approfondie

Date 24-03-2023

Auteur BASSOT Etienne

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Affaires étrangères | Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Démocratie | Environnement | Industrie | Santé publique

Mot-clé Commission européenne | construction européenne | droit de l'Union européenne | ENVIRONNEMENT | initiative législative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | neutralité carbone | politique de l'environnement | procédure législative | président d'une institution | stratégie de l'UE | traité sur le fonctionnement de l'UE | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé Le présent document de l'EPRS analyse les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du programme stratégique mis au point par Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, et son collège de commissaires lors de leur prise de fonctions en décembre 2019. Il examine en particulier l'état d'avancement de la mise en œuvre des six priorités essentielles du programme, à l'aube de la dernière année avant les élections européennes de 2024. La Commission von der Leyen – au moment de sa prise de fonction ou ultérieurement – a annoncé un total de 597 initiatives prévues. Concrètement, l'EPRS constate à ce jour que près des deux tiers (379) ont déjà été présentés. Les colégislateurs ont débuté leurs travaux sur les procédures législatives. Près de la moitié (188) de ces 379 initiatives a été adoptée, soit par les colégislateurs soit, pour les initiatives non législatives (telles que les stratégies, les plans d'action et autres communications, représentant environ un cinquième de l'ensemble), par la Commission. La grande majorité des initiatives restantes suit son cours dans le cadre du processus législatif (129) ou sera bientôt adoptée (28). À l'inverse, près d'un cinquième des propositions progresse très lentement ou est actuellement bloqué (34). Si la priorité principale de la Commission, à savoir le pacte vert pour l'Europe, fait l'objet du plus grand nombre d'initiatives prévues (148), ses troisième, quatrième et cinquième priorités, intitulées «Une économie au service des personnes», «Une Europe plus forte sur la scène internationale» et «Promotion de notre mode de vie européen» présentent le nombre le plus élevé d'initiatives adoptées jusqu'à présent (38, 40 et 36, respectivement).

Analyse approfondie [DE](#), [EN](#), [FR](#), [XL](#)

[Les procédures législatives spéciales prévues par les traités Équilibre institutionnel et coopération loyale](#)

Type de publication Étude

Date 11-11-2022

Auteur externe BÖTTNER Robert

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé contrôle de constitutionnalité | contrôle de l'UE | DROIT | droit de l'Union européenne | droits civiques | droits et libertés | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | procédure législative | sources et branches du droit | traité sur le fonctionnement de l'UE | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | élaboration du droit de l'UE | équilibre institutionnel (UE)

Résumé La présente étude, commandée par le département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles du Parlement européen, à la demande de la commission AFCO, porte sur les procédures législatives prévues par les traités. Elle porte sur les procédures législatives spéciales dans lesquelles le Parlement ou le Conseil adopte un acte avec la participation (consultation ou approbation) de l'autre institution. Cela ne signifie toutefois pas que l'institution participante ne peut influencer sur la substance de l'acte en question. Au contraire, les principes d'équilibre institutionnel et de coopération loyale mutuelle imposent de dûment prendre en compte l'avis de l'institution participante.

Étude [EN](#)

Résumé exécutif [DE](#), [EN](#), [FR](#), [IT](#)

[Union européenne de la santé: une réglementation applicable aux menaces transfrontières pour la santé et un nouveau mandat pour l'ECDC](#)

Type de publication En bref

Date 28-09-2022

Auteur EVROUX CLEMENT THIERRY

Domaine politique Santé publique

Mot-clé Agence européenne des médicaments | Centre européen de prévention et de contrôle des maladies | droit de l'Union européenne | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | politique de la santé | procédure législative | QUESTIONS SOCIALES | règlement (UE) | santé | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé Lors de la première session plénière d'octobre 2022, le Parlement européen devrait voter sur deux accords politiques relatifs à des propositions relevant de l'initiative en vue d'une union européenne de la santé: la proposition de règlement concernant les menaces transfrontières graves pour la santé et la proposition de règlement visant à élargir le mandat du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). Les actes législatifs proposés sont destinés à compléter la création de l'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) et l'adoption d'un nouveau mandat pour l'Agence européenne des médicaments (EMA) ainsi qu'à renforcer la préparation et la capacité de réaction de l'Union aux crises sanitaires.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

[Assessment of current initiatives of the European Commission on better regulation](#)

Type de publication Analyse approfondie

Date 30-06-2022

Auteur externe RENDA Andrea

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Affaires économiques et monétaires | Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Environnement | Espace de liberté, de sécurité et de justice | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Planification | Semestre européen | Transposition et mise en œuvre de la législation | Évaluation de l'impact ex ante | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé construction européenne | coopération interinstitutionnelle (UE) | DROIT | droit de l'UE | droit de l'Union européenne | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | OCDE | ORGANISATIONS INTERNATIONALES | organisations mondiales | politique réglementaire | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative | simplification législative | sources et branches du droit | stratégie de l'UE | transparence administrative | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | élaboration des politiques

Résumé This in-depth analysis commissioned by the European Parliament's Policy Department for Citizens' Rights and Constitutional Affairs at the request of the JURI Committee, looks at the past and current developments in the EU better regulation agenda. The author finds that, despite important achievements that put the EU at the forefront in this field, many of the most ambitious reforms announced over the past few years are still far from complete. The in-depth analysis offers several policy recommendations.

Analyse approfondie [EN](#)

Une meilleure réglementation: unir nos forces pour améliorer la législation

Type de publication En bref

Date 29-06-2022

Auteur LECERF Marie

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union

Mot-clé construction européenne | droit de l'Union européenne | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | politique de l'UE | politique réglementaire | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative | stratégie de l'UE | transparence administrative | transparence du processus décisionnel | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | élaboration du droit de l'UE

Résumé L'objectif de l'amélioration de la réglementation est de rendre la législation et les politiques de l'Union européenne plus simples, plus ciblées et plus faciles à appliquer. Depuis le début des années 2000, l'amélioration de la législation figure au premier rang des priorités européennes et, en avril 2021, la Commission européenne a publié une nouvelle communication sur le sujet. Le Parlement débattera du rapport de la commission JURI sur cette communication et le mettra aux voix au cours de la période de session de juillet.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

Le contrôle de la subsidiarité dans l'Union européenne d'aujourd'hui: le rôle du Parlement européen et des parlements nationaux

Type de publication Étude

Date 20-04-2022

Auteur externe Diane FROMAGE

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé Commission européenne | droit de l'Union européenne | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | Parlement | Parlement européen | parlement national | principe de subsidiarité | procédure législative | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | élaboration du droit de l'UE

Résumé Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (2009), les parlements nationaux de l'Union européenne ont le droit de contrôler le respect du principe de subsidiarité au moyen du système d'alerte précoce (SAP). La présente étude, commandée par le département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles du Parlement européen à la demande de la commission JURI, examine la manière dont le SAP a fonctionné au cours des douze dernières années. Elle se penche également, à cette fin, sur l'interaction de la Commission européenne, des entités locales et régionales, du Comité des régions et de la Cour de justice de l'Union européenne avec les parlements nationaux.

Étude [EN](#)

Résumé exécutif [DE](#), [EN](#), [FR](#)

Better Regulation practices in national parliaments

Type de publication Étude

Date 03-06-2020

Auteur ANGLMAYER Irmgard

Domaine politique Transposition et mise en œuvre de la législation | Évaluation de l'impact ex ante | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé cadre politique | documentation | GÉOGRAPHIE | géographie économique | Parlement | parlement national | politique réglementaire | pouvoir exécutif | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative | travaux parlementaires | VIE POLITIQUE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | État membre UE | étude comparative

Résumé Ex-ante impact assessment and ex-post evaluation are regulatory policy tools that help inform the policy-making process with evidence-based analysis. Both tools are geared towards raising the quality of policies and legislation. While Better Regulation is widely deemed a prerogative of the executive branch, increasingly, parliaments are also emerging as actors. This study sheds light on the parliamentary dimension of Better Regulation. Based on a survey, it maps the capacities and experiences of the national parliaments of all 27 European Union (EU) Member States and of 11 further Council of Europe countries in the field of ex-ante impact assessment and ex-post evaluation. The study reveals that roughly half of the surveyed parliaments engage in regulatory policy beyond classical parliamentary scrutiny mechanisms. Overall, these parliaments show a very diverse pattern in terms of drivers, types and depth of engagement. There is no 'one size fits all' approach.

Étude [EN](#)

[Mise en œuvre de l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer»](#)

Type de publication En bref

Date 23-05-2018

Auteur TILINDYTE-HUMBURG Laura

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union

Mot-clé accord interinstitutionnel (UE) | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | procédure législative | transparence du processus décisionnel | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé Le 13 avril 2016, le Parlement européen, le Conseil et la Commission ont adopté le nouvel accord interinstitutionnel «Mieux légiférer», qui vient remplacer son prédécesseur remontant à 2003. Près de deux ans après l'entrée en vigueur de l'accord, le Parlement doit mettre aux voix un rapport d'initiative conjoint sur l'interprétation et la mise en œuvre de l'accord interinstitutionnel lors de sa période de session de mai II. Le rapport répertorie les progrès réalisés et les principaux problèmes relevés.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

[The role of national parliaments in the European Semester for economic policy coordination](#)

Type de publication Analyse approfondie

Date 05-04-2018

Auteur CIUCCI MATTEO | HAGELSTAM Kajus | LEHOFER WOLFGANG

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Questions financières et bancaires | Semestre européen

Mot-clé droit de l'UE | droit de l'Union européenne | FINANCES | gouvernance | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | Parlement | Parlement européen | parlement national | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative | relation interinstitutionnelle | semestre européen | traité sur l'Union européenne | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | économie monétaire

Résumé This briefing summarises the findings of a survey on the role of national parliaments in the European Semester for economic policy coordination. The survey was conducted by the Economic Governance Support Unit of the European Parliament between 30 January and 8 February 2018.

Analyse approfondie [EN](#)

[Value added tax: Administrative cooperation and combating fraud](#)

Type de publication Briefing

Date 15-02-2018

Auteur DELIVORIAS Angelos

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Affaires économiques et monétaires

Mot-clé analyse économique | assiette de l'impôt | collecte de l'impôt | commercialisation | distribution commerciale | DROIT | droit de l'Union européenne | droit pénal | déduction fiscale | exonération fiscale | FINANCES | fiscalité | fraude | harmonisation fiscale | livraison | prestation de services | procédure de consultation | procédure législative | proposition (UE) | travaux parlementaires | TVA | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | étude d'impact

Résumé This proposal was part of a package of proposed EU legislation that aims to modernise the VAT regime for cross-border B2C e-commerce. It provides the basis for the underlying IT infrastructure and the necessary cooperation by Member States to ensure the success of the extension of the mini-one-stop-shop (MOSS). It contains provisions relating to – among other things – the exchange of information between competent authorities of Member States, and the control of transactions and taxable persons, as well as Member States granting to the Commission access to statistical information contained in their electronic systems. The regulation, significantly amended, was adopted by the Council – after consulting the European Parliament – on 5 December 2017. It is accompanied by Council Directive 2017/2455, which amends Directive 2006/112/EC and Directive 2009/132/EC as regards certain value added tax obligations for supplies of services and distance sales of goods; see our separate briefing on this dossier – 2016/0370(CNS). Final edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure.

Briefing [EN](#)

[EU framework programme processes: Adoption, implementation, evaluation](#)

Type de publication Briefing

Date 17-01-2018

Auteur REILLON Vincent

Domaine politique Politique de recherche

Mot-clé accord-cadre | analyse économique | cadre financier pluriannuel | compétence institutionnelle (UE) | construction européenne | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | finances de l'Union européenne | gestion administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | politique internationale | procédure législative | programme de l'UE | proposition (UE) | RELATIONS INTERNATIONALES | répartition du financement de l'UE | traité sur le fonctionnement de l'UE | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | étude d'impact | évaluation de projet

Résumé Over the past 35 years, the European Union (EU) institutions have adopted eight framework programmes for research. The lifecycles of these framework programmes have been progressively streamlined and aligned with the general guidelines for the adoption of EU programmes. These lifecycles unfold in four key phases: adoption, implementation, execution, and evaluation, with the EU institutions being in charge of all phases except execution. The adoption of a new framework programme includes the preparation of an impact assessment, the preparation of the Commission proposals and the adoption of the various legislative acts by the European Parliament and the Council to establish the programme. The implementation phase covers the adoption of the work programmes and the selection of the projects to be funded. Following the execution of the research and innovation activities, the evaluation phase aims to assess the outcomes of the programmes and whether the initial objectives have been met. In 2018, a new cycle is expected to start for the adoption of the ninth framework programme for research and innovation (FP9) to be effective by 2020. Understanding the processes that take place under each phase of this cycle is important for the preparation and adoption of the key legislative acts, establishing (1) the framework programme itself, (2) the specific programmes for implementation, and (3) the rules for participation, and for dissemination of the programme's results.

Briefing [EN](#)

[Implementation appraisals following the Commission Work Programme 2018](#)

Type de publication Briefing

Date 29-11-2017

Auteur REMAC Milan

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Agriculture et développement rural | Commerce international | Développement et aide humanitaire | Développement régional | Emploi | Environnement | Espace de liberté, de sécurité et de justice | Industrie | Marché intérieur et union douanière | Protection des consommateurs | Pêche | Santé publique | Transports | Transposition et mise en œuvre de la législation | Éducation | Énergie

Mot-clé activité de l'UE | application du droit de l'UE | Commission européenne | construction européenne | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | fonctionnement institutionnel | gestion administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative | programme d'action | situation de l'Union européenne | transparence administrative | transparence du processus décisionnel | travaux parlementaires | Union européenne | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé This briefing is intended as a background overview for parliamentary committees planning their activities in relation to the European Commission's work programme 2018 (CWP). It gives (i) a brief description of the content of the work programme, and (ii) an explanation of what committees can expect in terms of implementation appraisals in the next few months from the Ex-Post Evaluation Unit in the European Parliamentary Research Service (EPRS). Implementation appraisals are pro-active briefings providing a succinct overview of publicly available material on the implementation, application and effectiveness to date of an EU law, drawing on input from EU institutions and bodies, as well as external organisations.

Briefing [EN](#)

[Morocco's new political landscape](#)

Type de publication En bref

Date 11-04-2017

Auteur APAP Joanna

Domaine politique Affaires étrangères | Démocratie

Mot-clé Afrique | bicamérisme | cadre politique | coalition politique | construction européenne | DROIT | GÉOGRAPHIE | géographie politique | géographie économique | Maroc | monarchie parlementaire | Parlement | parti politique | partis politiques | procédure législative | procédure parlementaire | procédure électorale et vote | relation de l'Union européenne | révision de la constitution | Sahara occidental | situation politique | sources et branches du droit | système électoral | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | élection parlementaire

Résumé On 7 October 2016, Morocco went to the polls for national parliamentary elections. This was the second time that Morocco had held national elections since being touched by the Arab Spring in February 2011. Since the 2011 public protests, a number of constitutional reforms, introduced by King Mohammed VI, have made significant changes to electoral and administrative law. Morocco's Islamic Justice and Development Party (PJD) re-emerged as the winner, with the Authenticity and Modernity Party (PAM) in second position. Since 25 March 2017, Morocco has a new coalition government.

En bref [EN](#)

[The Legisprudential Role of National Parliaments in the European Union](#)

Type de publication Briefing

Date 10-03-2017

Auteur externe Luís Heleno TERRINHA

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Démocratie | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Transposition et mise en œuvre de la législation | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé coopération institutionnelle | droit de l'UE | droit de l'Union européenne | Parlement | parlement national | procédure législative | traités européens | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique

Résumé National parliaments' contribution to the law-making process at European level should focus on the overall rationality of the draft legislative proposals. The Early Warning Mechanism must not be limited to considerations regarding the breach of the principle of subsidiarity, but also encompass the principle of conferral and the principle of proportionality. The Political Dialogue could be enhanced to acknowledge the legisprudential role assigned to national parliaments, encompassing configurations akin to the green or red card without the need to amend the Treaties.

Briefing [EN](#)

[The Role of National Parliaments in the EU after Lisbon: Potentialities and Challenges](#)

Type de publication Étude

Date 06-03-2017

Auteur externe Olivier Rozenberg

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Démocratie | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Transposition et mise en œuvre de la législation | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé droit de l'UE | droit de l'Union européenne | FINANCES | gouvernance économique (UE) | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | Parlement | Parlement européen | parlement national | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative | relation interinstitutionnelle | traité sur l'Union européenne | transparence administrative | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | économie monétaire

Résumé This study was commissioned by the European Parliament's Policy Department for Citizens' Rights and Constitutional Affairs at the request of the Committee on Constitutional Affairs of the European Parliament. It assesses the implementation of the Treaty of Lisbon provisions on national parliaments as well as other related developments since 2009. The issues that are specifically investigated include the treaty provisions regarding national parliaments, Early Warning Mechanism, dialogue between national parliaments and the European Commission, the extending networks of inter-parliamentary cooperation, the parliamentary dimension of the budgetary and economic coordination and finally, the challenges raised by the on-going developments of the European legislative procedure.

Étude [EN](#)

[European Border and Coast Guard system](#)

Type de publication Briefing

Date 09-06-2016

Auteur GATTO Alexandra

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Espace de liberté, de sécurité et de justice

Mot-clé contrôle des migrations | contrôle à la frontière | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | fonctionnement institutionnel | Frontex | frontière extérieure de l'UE | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | migration | politique migratoire de l'UE | procédure législative | QUESTIONS SOCIALES | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | élaboration du droit de l'UE

Résumé On 15 December 2015, the European Commission put forward a proposal to set up a European Border and Coast Guard System (EBCGS), building on the mandate and experience of the European Agency for the Management of Operational Cooperation at the External Borders of the Member States of the European Union (Frontex). The main new elements are: introduction of a supervisory role and a 'right to intervene' in situations at the border requiring urgent action; expansion of Frontex's operational tasks and its prerogatives on processing personal data; and reinforcement of fundamental rights and transparency safeguards. Commentators and stakeholders have raised concerns on respect of national sovereignty and division of competences, the adequacy of the suggested individual complaint mechanism and the accountability of operational activities at the external borders. Many underline that the reinforcement of the Frontex mandate should be accompanied by a change in the current EU Dublin system and an upgrade of Member States' border management capacities. Parliament and Council have now started trilogue discussions, with the aim of reaching a first-reading agreement before summer 2016.

A more recent edition of this document is available. Find it by searching by the document title at this address: <http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/home.html>

Briefing [EN](#)

[US Supreme Court puts Clean Power Plan on hold](#)

Type de publication [En bref](#)

Date 26-02-2016

Auteur DEL MONTE Micaela | LEBLANC LUCAS ARRIGO

Domaine politique Affaires étrangères

Mot-clé Amérique | application de la loi | changement climatique | conflit de compétences | DROIT | droit de l'environnement | détérioration de l'environnement | ENVIRONNEMENT | gaz à effet de serre | GÉOGRAPHIE | géographie politique | géographie économique | INDUSTRIE | industrie charbonnière | industrie énergétique | industries charbonnière et minière | interprétation du droit | politique de l'environnement | politique et structures industrielles | politique énergétique | pollution industrielle | procédure législative | restructuration industrielle | réduction des émissions de gaz | sources et branches du droit | travaux parlementaires | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | ÉNERGIE | États-Unis

Résumé In August 2015, the Obama administration promulgated a landmark regulation known as the Clean Power Plan (CPP), to reduce greenhouse gas (GHG) emissions from fossil-fuelled power plants. Soon after the publication of the CPP in the Federal Register, state and industry petitioners contended that the administration had exceeded its authority under the Clean Air Act (CAA), violated the historic and legal authority of the states, and imposed unmanageable restructuring of the power sector. In February 2016, the US Supreme Court – the highest US court with unique authority over constitutional and federal affairs – temporarily suspended President Barack Obama's landmark carbon-emissions regulation for existing stationary sources.

[En bref](#) [EN](#)

[Best practices in legislative and regulatory processes in a constitutional perspective: actors, processes and transparency. The case of Poland](#)

Type de publication Analyse approfondie

Date 30-09-2015

Auteur externe Malgorzata KALUZYNSKA, Ministry of Foreign Affairs of Poland, EU Economic Department

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Espace de liberté, de sécurité et de justice | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé analyse économique | appartenance à l'Union européenne | Conseil des ministres | construction européenne | DROIT | droit de l'Union européenne | Europe | GÉOGRAPHIE | géographie politique | géographie économique | Pologne | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative | réforme institutionnelle | simplification législative | sources et branches du droit | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé This paper describes regulatory planning, impact assessment and early warning systems in Poland. It presents three regulatory reforms in Poland which were introduced in 2012-2013: changes to the rules of work of the Council of Ministers, further improvements of the governmental work programme (new regime of "traffic light system" for the submissions to the work plan) and improvements of Polish participation in the EU law-making process.

[Analyse approfondie](#) [EN](#)

[Transparency, Public Consultation Practices and Government Accountability in U.S. Rulemaking](#)

Type de publication Analyse approfondie

Date 31-07-2015

Auteur externe Rachel Shub, Office of the United States Trade Representative

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Espace de liberté, de sécurité et de justice | Législation de l'Union: système et actes juridiques

Mot-clé Amérique | communication | consultation publique | délégation de pouvoir | GÉOGRAPHIE | géographie politique | géographie économique | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | législation déléguée | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative | relation législatif-exécutif | structure institutionnelle | transparence administrative | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | États-Unis

Résumé This paper provides basic information on transparency, public participation and government accountability in U.S. rulemaking procedures, in constitutional and historical context. Under the U.S. Administrative Procedure Act, regulatory agencies must (1) provide the public with sufficient specific information about a regulatory proposal to fairly apprise interested parties of the subjects and issues involved so that they may present responsive data or arguments, and (2) consider, analyze and address significant public comments when issuing any final rule.

[Analyse approfondie](#) [EN](#)

[Political parties in Turkmenistan](#)

Type de publication [En bref](#)

Date 16-07-2015

Auteur KOCAK Konur Alp

Domaine politique Affaires étrangères

Mot-clé [Asie - Océanie](#) | [cadre politique](#) | [constitution](#) | [construction européenne](#) | [DROIT](#) | [GÉOGRAPHIE](#) | [géographie politique](#) | [monocamérisme](#) | [Parlement](#) | [parti politique](#) | [partis politiques](#) | [pouvoir législatif](#) | [procédure législative](#) | [procédure électorale et vote](#) | [relation de l'Union européenne](#) | [régime présidentiel](#) | [situation politique](#) | [sources et branches du droit](#) | [système électoral](#) | [travaux parlementaires](#) | [Turkménistan](#) | [UNION EUROPÉENNE](#) | [VIE POLITIQUE](#) | [vie politique et sécurité publique](#) | [élection présidentielle](#)

Résumé Turkmenistan is a 'presidential republic' in which the president is vested with extensive authority. After independence in 1991, the country was ruled by Saparmurat Niyazov until his death in 2006. His successor, Gurbanguly Berdimuhammedov, took timid steps towards democratisation and liberalisation. Although there are some welcome developments, the regime is still considered authoritarian. In December 2013, the Turkmen held their first ever multi-party elections.

[En bref](#) [EN](#)

[Japan's Prime Minister wins his electoral bid](#)

Type de publication [En bref](#)

Date 29-01-2015

Auteur COSTANTINI Lorenzo

Domaine politique Affaires étrangères

Mot-clé [Asie - Océanie](#) | [bicamérisme](#) | [dissolution du Parlement](#) | [GÉOGRAPHIE](#) | [géographie économique](#) | [Japon](#) | [Parlement](#) | [parti politique](#) | [partis politiques](#) | [procédure législative](#) | [procédure électorale et vote](#) | [résultat électoral](#) | [situation politique](#) | [travaux parlementaires](#) | [VIE POLITIQUE](#) | [vie politique et sécurité publique](#) | [élection anticipée](#) | [élection parlementaire](#)

Résumé Prime Minister Shinzō Abe dissolved the lower house and called an early election in December 2014. The contest was also regarded as a referendum on his growth strategy, widely known as 'Abenomics'. Taking advantage of opposition parties' weakness and inability to conduct a successful campaign at such short notice, and with the lowest turnout in post-war Japan, Abe's Liberal Democratic Party emerged as the big winner, securing him a third term as premier.

[En bref](#) [EN](#)

[Le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement et la dimension parlementaire de la coopération en matière de réglementation](#)

Type de publication [Étude](#)

Date 09-04-2014

Auteur externe Alberto ALEMANNO (HEC Paris, France)

Domaine politique Affaires étrangères | Commerce international

Mot-clé [accord commercial \(UE\)](#) | [Amérique](#) | [commerce international](#) | [compétence du Parlement](#) | [compétence du PE](#) | [construction européenne](#) | [coopération interparlementaire](#) | [documentation](#) | [droit de l'Union européenne](#) | [entrave technique](#) | [GÉOGRAPHIE](#) | [géographie politique](#) | [géographie économique](#) | [institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne](#) | [libération des échanges](#) | [Parlement](#) | [procédure législative](#) | [PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE](#) | [réglementation technique](#) | [structure institutionnelle](#) | [technologie et réglementation technique](#) | [travaux parlementaires](#) | [UNION EUROPÉENNE](#) | [VIE POLITIQUE](#) | [ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX](#) | [ÉDUCATION ET COMMUNICATION](#) | [élaboration du droit de l'UE](#) | [États-Unis](#) | [étude comparative](#)

Résumé L'accord de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) représente une occasion historique pour l'Union européenne et les États-Unis de supprimer leurs divergences de réglementation, qui sont actuellement le principal obstacle aux échanges commerciaux, et d'améliorer les perspectives de croissance économique pour les citoyens des deux régions. Mais les grandes promesses vont de pair avec les grands défis. L'Union européenne et les États-Unis cherchent à réduire leurs barrières commerciales depuis les années 70, et depuis les années 90, les parlementaires des deux côtés de l'Atlantique cherchent à donner un caractère institutionnel à ces efforts par la mise en place d'une série de dialogues et de commissions, par exemple le Dialogue transatlantique des législateurs (DTL). Si le présent rapport analyse en détail les efforts entrepris, la conclusion générale concernant les précédentes tentatives de convergence des réglementations est qu'elles ont globalement échoué: les divergences subsistent parce qu'aucune des deux parties n'a la motivation nécessaire pour songer à la portée extraterritoriale de ses réglementations. En tant qu'accord international qui devrait contenir un chapitre horizontal, une approche innovante en matière de conclusion d'accords commerciaux internationaux avec un cadre pour une future coopération en matière de réglementation, le TTIP pourrait faire sortir les parties de l'impasse, s'il est utilisé correctement. Le chapitre horizontal pourrait être une "passerelle" qui permettrait de régler les problèmes de réglementation sectorielle entre l'Union européenne et les États-Unis, y compris en s'attaquant aux questions des actes législatifs et non législatifs, quel que soit le niveau auquel ils ont été adoptés et par qui. Le développement d'un cadre de coopération réglementaire transatlantique, qui devrait s'accompagner de la création d'un conseil de coopération en matière de réglementation (Regulatory Cooperation Council - RCC), un mécanisme qui pourrait assurer la mise en oeuvre du TTIP, soulève de nombreuses questions importantes à propos de ses interactions avec les organes législatifs des deux parties, le Parlement européen et le Congrès américain. Ce rapport analyse en détail le rôle potentiel des parlements et ses implications dans l'ordre juridique européen, ainsi que les enjeux sur le plan de la transparence, de la démocratie, et de la responsabilité. Il termine en formulant des recommandations destinées à trouver les moyens les plus appropriés pour garantir la participation des parlements et relier la coopération parlementaire transatlantique à la mise en oeuvre institutionnelle du TTIP.

[Étude](#) [EN](#), [FR](#)

Policy and legislative evaluation in the EU

Type de publication Briefing

Date 03-04-2013

Auteur POPTCHEVA Eva-Maria Alexandrova

Domaine politique Budget | Contrôle budgétaire | Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Législation de l'Union: système et actes juridiques

Mot-clé analyse économique | compétence du PE | contrôle des connaissances | gouvernance | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | méthode d'évaluation | organisation de l'enseignement | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | recherche et propriété intellectuelle | relation interinstitutionnelle (UE) | transparence du processus décisionnel | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | étude d'impact

Résumé Evaluating policy and legislative measures helps to improve the accountability and efficiency of the public sector. At European Union level evaluations are located largely in the European Commission. Despite their increasing number and improved quality, evaluations are said to be scarcely used by MEPs, stakeholders and citizens due to lack of trust in their objectivity as well as their technical presentation.

Briefing [EN](#)

The Concrete Options for a Law on Administrative Procedure Bearing on Direct EU Administration

Type de publication Analyse approfondie

Date 16-04-2012

Auteur externe Bernardo Giorgio Mattarella

Domaine politique Législation de l'Union: système et actes juridiques

Mot-clé administration de l'institution | droit de l'Union européenne | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | pouvoir exécutif et administration publique | procédure administrative | procédure législative | transparence administrative | transparence du processus décisionnel | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | élaboration du droit de l'UE

Résumé This paper will address some of the main issues relating to the drafting of a law bearing on direct EU administration, pointing out the main options for each one of them. The first chapter deals with preliminary issues, in order to define the object of the paper. In the second chapter some fundamental features of the envisaged law are discussed. The third chapter is devoted to the scope of the law. The fourth chapter focuses on some of its possible contents.

Analyse approfondie [EN](#)

Drafting European Union Legislation

Type de publication Analyse approfondie

Date 16-04-2012

Auteur externe William Robinson (Institute of Advanced Legal Studies, University of London, the UK)

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Législation de l'Union: système et actes juridiques

Mot-clé analyse économique | compétence du PE | coopération interinstitutionnelle (UE) | droit de l'Union européenne | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | procédure législative | transparence du processus décisionnel | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé The process of drafting Union legislation is long and complex, involving large numbers of interveners in a multilingual and multicultural environment. Strong rules and procedural safeguards are essential to ensure that Union legislation satisfies the needs and expectations of 500 million citizens and of businesses in the 27 Member States.

Analyse approfondie [EN](#)

Comparative Study on the Purpose, Scope and Procedures of Impact Assessments Carried out in the Member States of the EU

Type de publication Étude

Date 16-05-2011

Auteur externe Pawel Janowski, Giulia Peterlongo and Mariell Juhlin (Matrix Insight)

Domaine politique Législation de l'Union: système et actes juridiques | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé analyse coût-bénéfice | analyse économique | DROIT | droit de l'Union européenne | déréglementation | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | gestion comptable | législation | politique économique | procédure législative | sources et branches du droit | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé The study looks at the purpose, scope and procedures of impact assessments carried out in the Member States of the EU. It aims to draw examples of best practice to feed into the discussion concerning Regulatory Impact Assessment (RIA) at EU level. The study examines the EU RIA system, as well as RIA systems in eight Member States: Denmark, France, Germany, Hungary, Italy, Poland, the Netherlands, and the United Kingdom. It combines document review and interviews to analyse the context, scope, role in the policy cycle, methods, governance, and outcomes of RIA, as well as the theory and evolution of the RIA concept.

Étude [EN](#)

Guide pratique

Type de publication Étude

Date 16-03-2009

Auteur MASSOT MARTI Albert

Domaine politique Agriculture et développement rural

Mot-clé AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE | agro-alimentaire | AGRO-ALIMENTAIRE | budget général (UE) | droit de l'Union européenne | développement rural | finances de l'Union européenne | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | Parlement européen | politique agricole | politique agricole commune | procédure législative | production alimentaire | QUESTIONS SOCIALES | reprise économique | région et politique régionale | santé | secteur agricole | situation économique | structure économique | sécurité des aliments | traité de Lisbonne | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé This practical guide provides an overview of the legal background to the respective policy, of its achievements during the 6th term and of the challenges that still remain to be tackled. Additionally, it contains concise information about the activities of Policy Department B and of the services it can provide.

Étude [BG](#), [CS](#), [DA](#), [DE](#), [EL](#), [EN](#), [ES](#), [FI](#), [FR](#), [HU](#), [IT](#), [LT](#), [LV](#), [NL](#), [PT](#), [RO](#), [SV](#), [ET](#), [MT](#), [PL](#), [SK](#), [SL](#)

New Technologies and Their Contribution to Facilitating the Work of the EP

Type de publication Étude

Date 01-06-1999

Auteur externe Eric Sutter (Bureau Van Dijk, Paris, France)

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Industrie | Législation de l'Union: système et actes juridiques

Mot-clé document parlementaire | documentation | information et traitement de l'information | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | nouvelle technologie | Parlement européen | procédure législative | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | réseau d'information | système d'information | technologie et réglementation technique | technologie numérique | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Parliamentary work involves, briefly, tasks of research and consultation of documents, exchange of information and production of texts and decision-making. The implementation of new information and communication technologies can facilitate the achievement of some of these tasks and make the work of members of parliament more efficient. The European Parliament already offers members and officials a whole range of computerised tools, but further progress could be made to satisfy to a greater extent the expectations and to benefit from the possibilities offered by the most up-to-date technologies. On the basis of examples from other parliaments, suggestions are made to facilitate work within the European Parliament. Following a survey conducted among MEPs, to find out their expectations, and among the most modern national or regional parliaments, a certain number of examples, some of which are described in the form of case studies, are put forward together with suggestions for improving the internal provisions of the European Parliament. In particular a recommendation is made for development of the concept of the electronic office, greater integration of current applications and improved 'ergonomics' for consultation purposes and the use of electronic signature technologies.

Étude [EN](#)

La procédure de coopération

Type de publication Étude

Date 01-04-1995

Auteur externe David Earnshaw and David Judge

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union

Mot-clé Acte unique européen | DROIT | droit de l'Union européenne | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | procédure de coopération | procédure législative | relation interinstitutionnelle (UE) | simplification législative | sources et branches du droit | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé Assessment of the experiences of the European Parliament during the application of the cooperation procedure based on the analysis of interinstitutional cooperation in several areas such as the environment, economic and monetary policy and energy policy.

Étude [EN](#), [FR](#)